

Le chômage des jeunes en Grèce durant la crise

Stamatina Kaklamani

*Professeur Associé, Département de Philosophie et Etudes Sociales,
Université de Crète, e-mail: kakltina@uoc.gr*

Marie-Noelle Duquenne

*Professeur, Département d'Aménagement et de Développement Régional,
Université de Thessalie, e-mail: mdyken@uth.gr*

Résumé

Depuis près de huit ans, la Grèce est confrontée à une crise économique sans précédent. Le chômage, l'exclusion sociale et la pauvreté ont atteint des niveaux jamais connus jusqu'alors. Il est traditionnellement admis que le chômage touche en priorité certaines catégories de population active, plus particulièrement les jeunes et les femmes alors que les actifs moins formés et peu spécialisés seraient comparativement les plus défavorisés. Si les taux de chômage des jeunes sont généralement supérieurs à ceux des adultes, la crise n'a fait qu'accroître cet écart, mettant en évidence les difficultés croissantes pour les jeunes d'entrer sur le marché du travail. La question qui est donc abordée dans le présent travail est d'examiner l'ampleur de l'impact de la crise sur les jeunes en la Grèce ? L'une des questions parmi d'autres à élucider est celle relative à l'amplitude du chômage des jeunes actifs dans le pays afin de pouvoir – au moins indirectement – évaluer les risques d'exode des cerveaux. L'analyse est donc centrée d'une part sur les caractéristiques démographiques des jeunes chômeurs et leur évolution, comparativement à celles de leurs aînés et d'autre part sur la durée du chômage au cours de la période intercensitaire (2001-2011) mais également durant les années de la crise en elle-même (2011-2015).

Mots clefs : *Crise, chômage des jeunes, inégalités sociales*

Septembre 2022

1. Introduction

Au cours de la décennie 2010, la Grèce a été confrontée à une crise économique sans précédent. En dépit de la succession de mesures d'austérité instaurées dès 2009, le pays à l'encontre d'autres Etats-membres de l'UE également secoués par cette crise, ne parvient pas à sortir de cet état de crise permanente dont les conséquences sociales sont de plus en plus profondes (Kraatz, 2015). Le chômage, l'exclusion sociale et la pauvreté ont atteint des niveaux jamais connus jusqu'alors. Avec un taux de chômage atteignant les 24% en fin 2015, la Grèce figure au dernier rang de l'UE, dépassant ainsi l'Espagne qui désormais voit son taux décroître progressivement. Hormis l'acuité des problèmes socio-économiques, c'est bien leur persistance qui est inquiétante car ce phénomène renforce l'émigration économique, spécialement l'exode des cerveaux (Anastasiadou, 2016; Labrianidis & Pratsinakis, 2016 ; Theodoropoulos et al., 2014), remettant en cause l'avenir du pays, ses perspectives d'innovation et de développement d'un climat entrepreneurial générateur de croissance.

Il est traditionnellement admis que le chômage touche en priorité certaines catégories de population active, plus particulièrement les jeunes et les femmes alors que les actifs moins formés et peu spécialisés seraient comparativement les plus défavorisés. Ainsi, la crise en Europe a frappé plus durement ceux qui étaient déjà les plus exposés même si l'on observe que les taux de chômage masculin et féminin pour l'UE28 ont, depuis la fin 2008, tendance à converger (Eurostat, 2014). A l'inverse, après une période de déclin progressif (2000-2007), le taux de chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans s'est amplement accru jusqu'à la fin de 2013 dépassant les 23% (2007 : 15%). Certes, il est souvent mentionné que cet indicateur est un artefact statistique (Banerji et al., 2014) qui surestime le réel niveau de chômage des jeunes tandis que le taux de « ni Etudiant, ni Employé, ni Stagiaire » (NEET) des 15-24 ans serait une mesure plus précise de l'ampleur du problème. Il s'agit en fait d'un indicateur qui permet d'estimer le risque pour les jeunes d'être exclus ou plus encore « déconnectés » du marché du travail (Dietrich, 2012). Or là encore, force est de constater que ce taux a lui aussi augmenté depuis le début de la crise même s'il tend à se stabiliser à partir de 2013.

Si les taux de chômage des jeunes sont généralement supérieurs à ceux des adultes, la crise en Europe n'a fait qu'accroître cet écart, mettant en évidence les difficultés croissantes pour les jeunes d'entrer sur le marché du travail, celles-ci étant déjà une réalité pour les jeunes grecs avant même la crise (Tubadji, 2012). La question qui est donc abordée dans le présent travail est d'examiner dans quelle mesure la crise a touché les jeunes en la Grèce ? Dans l'état actuel des choses, l'une des questions à élucider, parmi d'autres, est celle relative à l'amplitude du chômage des jeunes actifs dans le pays afin de pouvoir – au moins indirectement – évaluer les risques d'exode des cerveaux. L'analyse est donc centrée d'une part sur les caractéristiques

démographiques des jeunes chômeurs et leur évolution, comparativement à celles de leurs aînés et d'autre part sur la durée du chômage au cours de la période intercensitaire (2001-2011) mais également durant les années de la crise en elle-même (2011-2015).

2. Sources et traitement des données

L'analyse des caractéristiques de la population de jeunes chômeurs repose sur deux types de sources : d'une part, les données des deux derniers recensements (2001 et 2011) qui permettent un traitement exhaustif et d'autre part, les données provenant de l'Enquête sur les Forces de Travail¹ qui, elles, permettent une étude plus approfondie pour la période 2001-2015.

Par jeunes actifs, nous entendons la population âgée de 15 à 24 ans. Le choix de cette tranche d'âge est contraint par la disponibilité des données officielles mais également par le souci de pouvoir comparer la situation du chômage des jeunes en Grèce avec les autres pays de l'UE ainsi qu'avec diverses études similaires (Banerji et al., 2014). C'est effectivement cette tranche d'âge qui est retenue par Eurostat dans sa définition du chômage des jeunes. Les caractéristiques démographiques (sexe et âge par groupe quinquennal) sont disponibles pour la population active et ses composantes (employés et chômeurs), ainsi que pour la durée du chômage.

Afin d'étudier les caractéristiques, l'ampleur et l'évolution du phénomène dans ses diverses composantes, l'analyse s'est basée sur les principaux indicateurs d'analyse du marché du travail tels que définis par le BIT (2011).

a. Taux d'activité : rapport de la population active à la population en âge de travailler (15 à 64 ans), la population active étant entendue comme l'ensemble des personnes occupées et non occupées. Ce taux traduit le comportement d'entrée sur le marché du travail, comportement qui est lui-même fonction d'un nombre considérable de variables tenant tant à l'individu, à sa famille et à sa culture qu'au contexte économique et institutionnel dans lequel il évolue.

b. Taux de participation : rapport du nombre de personnes qui ont effectivement un emploi (population active occupée) à la population en âge de travailler (15 à 64 ans). Il donne une mesure de la participation effective à l'emploi d'une population qui pourrait potentiellement travailler.

c. Taux de chômage : rapport du nombre de chômeurs à la population active (occupée ou non). Il rend compte de la proportion de personnes qui, au sein de la population

¹L'Enquête sur les Forces de Travail s'effectue chaque trimestre, sur un échantillon représentatif de ménages en Grèce.

active, sont sans emploi, à la recherche d'un emploi et disponibles pour occuper un emploi. Il mesure le déséquilibre entre l'offre et la demande de travail.

d. Part des chômeurs de longue durée (Indice de longue durée) : rapport du nombre de personnes au chômage depuis un an et plus sur l'ensemble des chômeurs. « Il s'agit d'un indicateur difficile à analyser de façon conjoncturelle car réagissant avec retard. [...] On peut néanmoins utiliser cet indicateur pour décrire une situation une année donnée, et comparer la situation de différents groupes de chômeurs » (Lê et al., 2014). De ce point de vue, cet indicateur est essentiel dans la mesure où il permet une analyse comparative du chômage de longue durée entre les jeunes chômeurs et ceux qui sont plus âgés.

e. Taux de chômage de longue durée : rapport du nombre de chômeurs de longue durée à la population active (occupée ou non occupée).

Par ailleurs, afin de mesurer les écarts et les évolutions, le rapport de cotes (odd-ratios) a été calculé pour certains des indicateurs ci-dessus mentionnés. Ce rapport permet en effet d'apprécier, toutes choses égales par ailleurs, la variation du rapport des probabilités entre deux événements, lorsque seule une caractéristique varie (Lê et al., 2014). Le rapport de cotes est donc supérieur ou égal à zéro tandis qu'un rapport égal à 1 signifie que les deux événements ont la même probabilité de se produire.

3. Les traits de l'évolution de la population active et ses composantes

3.1 Tendances générales

Au cours de la période intercensitaire (2001 - 2011), la population âgée de 15 ans et plus est restée quasiment stable alors que fait important, la proportion des jeunes de 15 à 24 ans a diminué de près d'un quart, reflétant un processus de profond vieillissement du pays et donc des forces actives (Kaklamani & Duquenne, 2015). En l'espace de dix ans, l'âge moyen de la population active est ainsi passé d'un peu moins de 39 ans à 40,5 ans tandis que la proportion des jeunes dans la population active totale ne représente plus que 7,9% contre 13,3%. Ces changements sont la conséquence d'une entrée de plus en plus tardive sur le marché du travail due à la poursuite des études supérieures mais également d'une difficulté croissante pour les jeunes diplômés à obtenir un premier emploi, du fait de fortes lacunes concernant l'interconnexion entre la formation universitaire et les besoins du système productif (Malkoutzis, 2011; Ioannidou, 2014).

Il n'est donc pas surprenant qu'entre 2001 et 2011, le taux d'activité des 15-24 ans ait quelque peu diminué alors qu'il présente une légère hausse pour les actifs de plus de 25 ans. Durant la même période, une baisse générale du taux d'emploi est enregistrée mais cette dernière est autrement plus intense pour les jeunes. En reculant de 11 points, le taux d'emploi des 15-24 ans a diminué de 40% contre 7% pour les plus de 25 ans.

Bien que le dernier recensement (2011) n'intervienne que deux ans après le début réel de la crise économique en Grèce et donc avant même que le pays ne s'engouffre dans une profonde dépression, le taux de chômage des jeunes atteint déjà des niveaux très élevés : 45,8% contre 29,2% en 2001. Les actifs âgés de moins de 25 ans ont un risque de chômage plus élevé que celui de leurs aînés (2011 : 16,4%), risque qui s'est également accru.

Tableau 1. GRECE – Évolution de la population active – principaux indicateurs, 2001-2011

	15-24			25+		
	2001	2011	% de variation	2001	2011	% de variation
Population 15+	1.561.423	1.180.373	-24,4%	7.711.775	8.066.645	4,6%
Population Active	612.306	361.642	-40,9%	3.997.823	4.224.994	5,7%
Nombre de Chômeurs	178.882	165.509	-7,5%	329.298	693.494	110,6%
Taux d'Activité	39,2	30,6		51,8	52,4	
Taux d'Emploi	27,8	16,6		47,6	43,8	
Taux de Chômage	29,2	45,8		8,2	16,4	
ODD-RATIOS	Taux d'Activité	0,65	0,44	1,08	1,10	
	Taux d'Emploi	0,38	0,20	0,91	0,78	
	Taux de Chômage	0,41	0,84	0,09	0,20	

Source : ELSTAT, Recensements de Population, 2001 & 2011

L'ensemble des mutations concernant les 15-24 ans se reflète clairement dans l'évolution opposée entre d'une part, les odd-ratios des taux d'activité et d'emploi et d'autre part les odd-ratios des taux de chômage : entre 2001 et 2011, la probabilité pour un jeune de 15-24 ans d'être chômeur a doublé. Si ce résultat peut être imputé aux premiers effets de la crise économique, il est sans doute amplifié par certaines défaillances au niveau du dernier recensement (erreurs de couverture relativement élevées pour ces groupes d'âge)².

²http://www.statistics.gr/documents/20181/1210503/A1602_SAM01_DT_DC_00_2011_03_F_GR.pdf/

L'analyse des taux de chômage doit cependant être nuancée, car ceux-ci sont calculés relativement à la population active. Les évolutions ci-dessus mentionnées sont effectivement le résultat d'évolutions hétérogènes concernant non seulement les deux composantes de la population active mais également la population en âge d'activité. En effet, la hausse du taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans est aggravée par le fait que le nombre d'actifs a dans son ensemble diminué (-41%) et ce, de façon plus intense que celle concernant le nombre de chômeurs (Tableau 1) du même âge. De plus, si les effectifs de la population active ont diminué, cela s'explique d'une part par une perte de population totale du même âge (-24%) mais également par une entrée plus tardive des jeunes sur le marché du travail. La forte hausse du taux de chômage des jeunes est donc en partie, un artefact statistique.

Sans chercher à amenuiser le problème endémique du chômage des jeunes en Grèce, force est de constater que les évolutions sont encore plus dramatiques pour les individus de plus de 25 ans. Leur taux de chômage, certes nettement plus faible (16,4% contre 45,8% pour les jeunes) a néanmoins doublé en l'espace de 10 ans. Le nombre total d'actifs a légèrement augmenté (Table 1) alors qu'en parallèle, les effectifs de chômeurs ont plus que doublé, amplifiant ainsi le risque de chômage comme le montre l'évolution de l'odd-ratio relatif aux 25 ans et plus.

L'examen de la structure par sexe et âge des jeunes chômeurs montre que la répartition de ceux-ci en fonction du sexe ne s'est pas significativement modifiée entre les deux derniers recensements, les hommes restants majoritaires. Néanmoins, si la part des femmes ne s'est pas modifiée pour la tranche d'âge la plus jeune (15-19 ans), elle a sensiblement augmenté pour celle des 20-24 ans (Tableau 2).

Tableau 2. Evolution du profil démographique des jeunes chômeurs en Grèce: 2001-2011

Ages	Structure par sexe (chômeurs)				Structure par sexe %			
	2001		2011		2001		2011	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
15-19	31807	19899	18488	11188	61,5	38,5	62,3	37,7
20-24	71480	55696	71891	63942	56,2	43,8	52,9	47,1
Total	103287	75595	90379	75130	57,7	42,3	54,6	45,4

Ages	Structure par âge						Variation intercensitaire du nombre de chômeurs		
	2001			2011			Total	Hommes	Femmes
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes			
15-19	28,9	30,8	26,3	17,9	20,5	14,9	-42,6	-41,9	-43,8
20-24	71,1	69,2	73,7	82,1	79,5	85,1	6,8	0,6	14,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-7,5	-12,5	-0,6

Source: ELSTAT, Recensements de Population, 2001 & 2011

Quant à la structure par âge, d'importants changements sont intervenus, marqués par une baisse significative du poids des 15-19 ans, tant pour les hommes que pour les femmes (ELSTAT, 2014 ; INE-GSEE, 2014 ; INE-GSEE, 2015). Cela s'explique par le fait que de moins en moins de jeunes grecs abandonnent leurs études en fin de collège ou encore poursuivent volontairement leurs études supérieures afin d'augmenter leur chance d'entrer sur le marché du travail quand les opportunités s'estompent (Cholezas, 2013 :10). En effet, au cours de la dernière décennie, le pourcentage de jeunes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation a nettement chuté, passant de 16,9% à 12,9%, ce qui place désormais le pays à un niveau comparable à celui de la France et voisin de celui de l'Allemagne (Eurostat³).

Pour ce qui est des 20-24 ans, le nombre total de chômeurs a augmenté mais cette évolution est essentiellement due à l'accroissement du nombre de femmes (Table 2, variations intercensitaires). Cela ne fait que confirmer une tendance croissante des jeunes femmes à vouloir entrer sur le marché du travail. Si par ailleurs, l'on prend en considération la sous-estimation des effectifs lors du recensement, sous-estimation très importante pour les femmes de 15-19 ans et dans une moindre mesure pour celles de 20-24 ans, cette augmentation du nombre de chômeurs serait encore plus importante.

3.2 Des disparités régionales

Au sein du pays, les disparités spatiales sur le marché du travail, mesurées à l'aide des coefficients de variation CV et wCV, sont quelque peu limitées. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne la part des moins de 25 ans dans l'ensemble des chômeurs, le coefficient étant inférieur à 10% (Tableau 3). A cet égard, les disparités ont même diminué du fait d'une diminution nettement plus importante du poids des jeunes dans les régions pour lesquelles le problème du chômage des jeunes était initialement plus accentué. En matière d'emploi, les disparités régionales s'accroissent tandis qu'on observe une réduction de ces disparités au niveau du taux de chômage des moins de 25 ans, même si celui-ci est nettement supérieur à la moyenne nationale en Macédoine Centrale et surtout en Macédoine de l'Ouest, contrairement à 2001.

Pour les régions du Nord de la Grèce, aux effets de la crise économique vient s'ajouter une certaine tendance à la délocalisation des entreprises vers la Bulgarie, l'Albanie et la Roumanie. Ce phénomène n'est certes pas nouveau, il apparaît au milieu des années 90 mais il s'est largement amplifié dès l'apparition des premiers symptômes de la crise économique et de la mise en œuvre du premier plan d'austérité imposé au pays

³Eurostat, Statistiques régionales de l'éducation (reg-educ)

(Kapitsinis, 2014). Quant à la région d'Athènes, le taux de chômage des jeunes reste inférieur à la moyenne nationale mais il présente avec la Macédoine Centrale le plus fort taux d'accroissement (+72%). Ce sont donc les deux plus grandes zones urbaines du pays qui ont été touché le plus fortement par la crise. En effet, les régions à fort caractère rural (Thessalie, Grèce Centrale, Epire), semblent mieux résister, spécialement dans le cas du Péloponnèse. Ce sont finalement les régions insulaires, en particulier celles de la Mer Egée qui enregistrent pour les moins de 25 ans, les taux de chômage les plus faibles, très nettement inférieurs à la moyenne nationale ($LQ < 1$). Leur capacité de résilience repose essentiellement sur l'existence d'un important secteur touristique, couplé dans certaines îles d'un maintien des activités agricoles. Cette orientation du tissu économique des îles a contribué à freiner la baisse de l'emploi - généralement observée dans l'ensemble du pays- et à y maintenir des taux de chômage à des niveaux plus modérés (Tableau 4). Les îles du Sud de la mer Egée sont un exemple caractéristique de cette résilience avec un taux de chômage des jeunes de 15-24 ans qui n'a augmenté que de 15% en dix ans contre plus de 55% au niveau national alors qu'en même temps, la baisse du taux d'emploi est inférieure à 20% (40% à l'échelle du pays tout comme en Attique). Au fil du temps, l'aggravation de la crise semble provoquer une certaine réduction des disparités spatiales du fait même que les régions fortement urbanisées qui présentaient, en 2001, des taux de chômage relativement modérés, sont les plus touchées par la disparition d'entreprises, soit par faillite soit par délocalisation vers l'étranger.

Tableau 3. GRECE : La population active de moins de 25 ans et ses caractéristiques par région géographique, 2001-2011

	2001				2011				LQ (2011)			
	% des moins de 25 ans	Taux d'Activité	Taux d'Emploi	Taux de Chômage	% des moins de 25 ans dans total des chômeurs	Taux d'Activité	Taux d'Emploi	Taux de Chômage	% des moins de 25 ans dans total des chômeurs	Taux d'Activité	Taux d'Emploi	Taux de Chômage
ΣΥΝΟΛΟ ΧΩΡΑΣ	35,2	39,2	27,8	29,2	12,8	30,6	16,6	45,8				
Macédoine de l'Est et Thrace	34,6	35,9	25,2	29,7	13,6	28,6	15,1	47,4	1,06	0,93	0,91	1,03
Macédoine Centrale	34,4	37,3	25,7	31,1	13,1	27,2	15,8	32,7	1,03	0,89	0,77	1,15
Macédoine de l'Ouest	32,1	34,2	19,6	42,6	12,5	27,1	10,6	60,9	0,98	0,89	0,64	1,33
Epire	38,6	33,7	20,9	38,0	12,8	26,5	13,2	50,2	1,01	0,86	0,79	1,10
Thessalie	40,7	39,2	26,0	33,8	12,3	29,6	14,5	50,9	0,96	0,97	0,88	1,11
Îles Ioniennes	29,7	43,4	28,6	34,0	11,2	34,9	19,7	43,4	0,88	1,14	1,19	0,95
Grèce de l'Ouest	40,2	39,2	22,5	41,2	14,7	29,6	14,1	37,3	1,15	0,97	0,85	1,15
Grèce Centrale	40,1	42,5	29,5	30,6	11,8	35,5	18,7	47,4	0,93	1,16	1,12	1,04
Attique	33,0	40,2	30,5	24,1	12,4	31,1	18,2	41,5	0,97	1,01	1,10	0,91
Péloponnèse	40,3	42,8	30,5	28,6	11,4	35,6	20,0	43,8	0,89	1,16	1,21	0,95
Nord Egée	39,8	34,6	25,0	27,8	13,3	31,9	20,2	36,8	1,04	1,04	1,21	0,80
Sud Egée	29,5	43,4	30,9	28,8	13,2	38,5	25,6	33,4	1,03	1,25	1,54	0,73
Crète	34,5	41,5	30,7	25,8	14,1	32,5	19,2	41,0	1,11	1,06	1,16	0,90
Coefficients de variation												
CV	11,6	9,3	14,7	17,7	7,9	12,0	24,0	16,0				
wCV	9,3	6,3	11,6	18,3	6,4	9,2	18,5	12,9				

Source : ELSTAT, Recensements de Population, 2011

Note : LQ = Indicateur de la Région (i) / Indicateur du pays

Finalement, en l'espace d'une décennie, le taux de chômage des jeunes a fortement progressé dans l'ensemble du pays, spécialement en Macédoine Centrale et Attique, seules les îles du Sud de la mer Egée étant quelque peu épargnées (taux d'accroissement de l'ordre de 15%) et dans une moindre mesure l'Ouest de la Grèce et les îles Ioniennes (environ 27%). Il ne faut pas négliger le fait que la hausse du taux de chômage est liée à l'importante réduction de la taille de la population active. Cette réduction concerne toutes les régions du pays (à l'exception une fois de plus des îles du Sud de la mer Egée) mais elle est plus marquée dans les deux régions fortement urbanisées qui en même temps enregistrent une hausse du nombre de jeunes chômeurs dépassant les 60% (68% en Attique).

Tableau 4 : Intensité du chômage au travers du coefficient de localisation, 2011

Régions Géographiques	LQ (2011)		
	Total chômeurs	Chômeurs >25 ans	Chômeurs <25 ans
Macédoine de l'Est et Thrace	1,08	1,07	1,03
Macédoine Centrale	1,17	1,18	1,16
Macédoine de l'Ouest	1,21	1,19	1,33
Epire	0,97	0,95	1,10
Thessalie	1,00	0,97	1,11
Iles Ioniennes	0,92	0,92	0,95
Grèce de l'Ouest	1,12	1,07	1,15
Grèce Centrale	1,02	0,98	1,04
Attique	0,96	0,99	0,91
Péloponnèse	0,85	0,81	0,96
Nord Egée	0,75	0,71	0,80
Sud Egée	0,73	0,71	0,73
Crète	0,87	0,85	0,90

Source : ELSTAT, Recensement de Population, 2011

Les divergences spatiales observées au niveau du chômage concernent aussi bien les moins de 25 ans que leurs aînés (Table 4) et présentent en général des tendances similaires pour les deux groupes d'âge : lorsque le taux de chômage d'une région est supérieur à la moyenne nationale ($LQ > 1$) ou inférieur ($LQ < 1$), cela est vrai aussi bien pour les jeunes que pour les plus âgés. Seules les régions à fort caractère rural, telles l'Epire, la Thessalie et dans une moindre mesure la Grèce Centrale, échappent à cette règle. La différence essentielle porte sur l'intensité du chômage. Les jeunes chômeurs sont plus touchés dans les régions qui connaissent les taux les plus élevés, et ils sont en relative meilleur situation état dans celles où le chômage est relativement moins fort.

4. Le chômage des jeunes en pleine crise

L'analyse menée à partir des données des deux derniers recensements fournit une image relativement statique des difficultés croissantes pour les jeunes à entrer sur le marché du travail tandis qu'elle a permis de mettre en évidence des changements structurels profonds. Les jeunes tendent à entrer de plus en plus tard sur le marché du travail car ils sont de plus en plus nombreux à poursuivre des études supérieures. Entre 2001 et 2011, le nombre de diplômés de l'université a augmenté de près de 44% et même 87% pour les IUT tandis que les étudiants dits « éternels »⁴ augmentèrent eux-aussi dans de larges proportions (+74% et +200% respectivement). Parallèlement, les jeunes diplômés sont de plus en plus nombreux à continuer leurs études en 3^{ème} cycle universitaire (master et doctorat) du fait même que ces formations se sont largement multipliées lors de la dernière décennie : leur nombre a quasiment triplé en 10 ans. Cela a donc contribué à freiner la hausse du taux de chômage des jeunes et plus spécialement des 15-19 ans comme nous avons pu le mettre en évidence ci-dessus.

D'autre part, l'année du dernier recensement (2011) correspond beaucoup plus à la période d'émergence de la crise. Pour la Grèce, cette dernière présente un caractère durable puisqu'à ce jour, le pays n'est pas encore sorti de la crise et que les mesures de récession perdurent, voir même se renouvellent à chaque fois que le pays se trouve dans l'obligation de signer un nouveau mémorandum avec ses créanciers. Dans un tel contexte, il est donc important d'examiner les tendances au cours de cinq dernières années afin d'évaluer plus précisément l'ampleur et la nature du problème pour la jeune génération de grecs.

4.1 Vue d'ensemble de l'évolution depuis 2010

L'évolution du phénomène dans les années de profonde crise peut être appréhendée au travers des données provenant de l'Enquête sur les Forces de Travail (EFT). Cette enquête est réalisée en Grèce comme dans tous les autres pays de l'UE, conformément aux directives européennes, à savoir enquête trimestrielle par sondage auprès des ménages⁵. Elle permet ainsi de collecter des données précises sur la participation au marché du travail des personnes âgées de 15 ans et plus (Eurostat). Cette enquête permet donc de couvrir l'ensemble de la période 2010 – 2015. Afin d'en dégager les tendances centrales, l'analyse porte sur les moyennes annuelles découlant des données trimestrielles de façon à atténuer les effets saisonniers.

⁴Est considéré étudiant « éternel », tout étudiant inscrit à l'université durant un nombre d'années au moins deux fois supérieur à la durée normale d'études (non compris les années de Master et Doctorat).

⁵ <http://ec.europa.eu/eurostat/web/lfs/overview>

L'impact réel de la crise économique sur le marché du travail apparaît en Grèce dès 2010. La crise économique devient également une crise sociale : le nombre absolu de chômeurs, jeunes et moins jeunes, augmentant à des rythmes annuels très soutenus jusqu'en 2012 (Tableau 5) mais l'intensité du phénomène est en fait moins prononcée chez les moins de 25 ans, ce qui justifie le questionnement de certains analystes sur le chômage des jeunes, comme problème majeur du marché du travail en Grèce (Filinis, 2015). La crise du chômage atteint son point culminant en 2013 de sorte que plus de la moitié des actifs de moins de 25 ans est au chômage, contre un sur quatre pour ceux qui ont plus de 25 ans (Tableau 6). C'est à cette date que l'écart entre les deux taux de chômage atteint son maximum (plus de 33 points d'écart contre près de 22 points en 2010). Pour l'ensemble de la population active, le taux de chômage a plus que doublé, passant de 12,7% en 2010 à 27,5% en 2013 pour légèrement décroître dès lors. Il n'en demeure pas moins qu'un actif sur 4 ne trouve pas d'emploi en 2015.

Tableau 5. Taux annuel de variation du nombre absolu de chômeurs (%)

Année	<25 ans	>25 ans
2009-10	22,5	34,2
2010-11	28,3	40,1
2011-12	21,4	38,4
2012-13	0,9	13,2
2013-14	-12,6	-2,9
2014-15	-13,3	-5,0
Moyenne annuelle	6,5	18,1

Source : Enquête Forces de Travail, ELSTAT

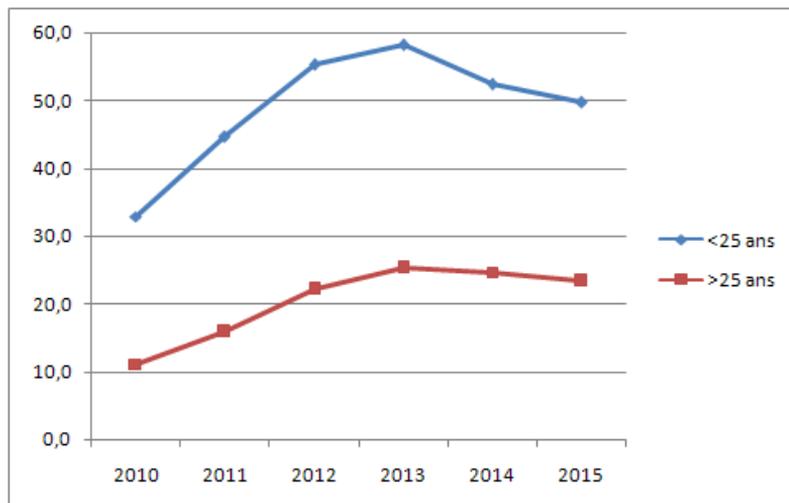
Tableau 6. Evolution des principaux indicateurs à l'échelle nationale

Année	Taux de chômage			Taux d'activité		
	Total	<25 ans	>25 ans	Total	<25 ans	>25 ans
2010	12,7	33,0	11,2	53,5	30,0	56,9
2011	17,9	44,7	15,9	52,7	29,1	56,0
2012	24,4	55,3	22,2	52,3	29,1	55,5
2013	27,5	58,3	25,3	52,0	28,4	55,2
2014	26,5	52,4	24,7	51,8	28,0	55,0
2015	24,9	49,8	23,4	52,0	26,0	55,4

Source : Enquête Forces de Travail, ELSTAT

La difficulté pour les jeunes à trouver un emploi après 2013 - lorsqu'est observé le retournement de tendance (Graphique 1) - reste importante, néanmoins la tendance à la baisse de leur taux de chômage est plus forte que celle des 25 ans et plus.

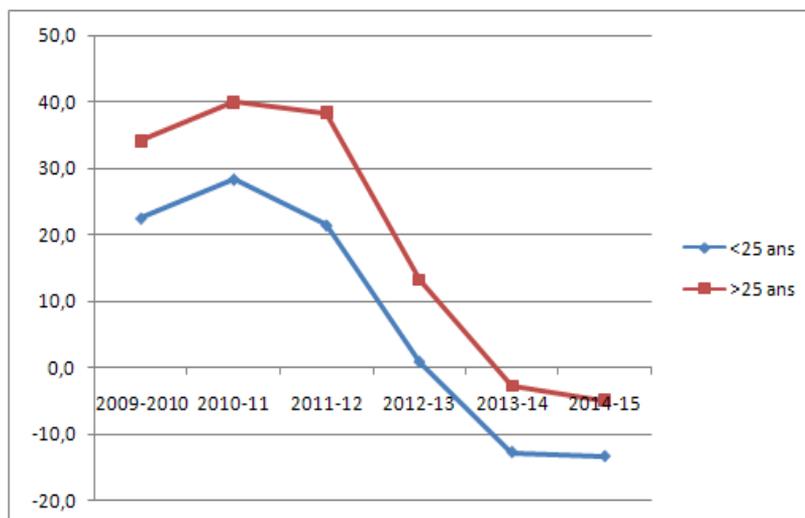
Graphique 1. Evolution du Taux de chômage par groupe d'âges (2010-2015)



Source : Enquête Forces de Travail, ELSTAT

Il y a néanmoins un artefact statistique à ne pas négliger puisqu'entre 2013 et 2015, le nombre de jeunes actifs (employés ou non) a continué à diminuer (perte nette de l'ordre de 36.000) contrairement aux 25 ans et plus dont le nombre reste stable. La diminution du taux de chômage des jeunes correspond bien à une baisse des effectifs de jeunes chômeurs qui n'est néanmoins pas comblée par le léger accroissement du nombre d'actifs ayant un emploi. Cependant, sur ces mêmes deux dernières années, une hausse du nombre d'actifs employés, âgés de 25 ans et plus, est enregistrée (gain net de l'ordre de 89.000) qui est équivalente à la baisse du nombre de chômeurs. Contrairement à la population de 25 ans et plus, la participation active des jeunes sur le marché du travail qui était déjà faible à l'aube de la crise, continue de baisser après 2013, ceux-ci optant de plus en plus pour la poursuite de leurs études (Filinis, 2015 :7). Cela contribuerait à expliquer la chute plus prononcée du nombre absolu de jeunes chômeurs dès 2011 (Graphique 2).

Graphique 2. Taux annuel de variation du nombre de chômeurs par groupe d'âges (2009-2015)



Source : *Tableau 5 ci-dessus*

4.2 Les caractéristiques de la population des jeunes chômeurs

Au sein de la population de jeunes chômeurs, les écarts observés selon les deux tranches d'âge sont essentiellement liés à des effets de structure. Conformément aux données d'Eurostat, le taux de participation des jeunes au marché du travail en Grèce est l'un des plus faibles de l'U.E. et il semble bien que la crise ait accentué ce processus : en 2015 avec un taux de 26%, le pays présente le plus faible taux avec la Bulgarie. Pour les plus jeunes d'entre eux (15-19 ans), ce taux atteint même des niveaux record et il diminue continuellement (près de 9% en 2010 contre 5,2% en 2015). Cela explique donc la structure par âge des jeunes chômeurs mais également la forte diminution du nombre de chômeurs de 15-19 ans après 2013 (Tableau 7). Le taux de participation diminue également pour les 20-24 ans mais dans des proportions nettement plus faibles (51,3% en 2010 contre 47,4% en 2015). On soulignera de plus que cette évolution à la baisse est plus forte pour les hommes.

Les données découlant de l'Enquête sur les Forces de Travail viennent confirmer la poursuite des tendances globales observées durant la période intercensitaire 2001-2011 : l'âge d'entrée sur le marché du travail est de plus en plus tardif et l'on peut effectivement se demander si la crise, de par sa durée, n'a pas amené les jeunes non seulement à poursuivre de plus en plus longuement leurs études mais également à abandonner par découragement, la recherche d'un emploi en Grèce. Déjà au début des années 2000, le nombre de jeunes arrêtant leurs études après l'école secondaire était en forte décroissance (Xassid, 2000) mais ce processus s'est largement accentué avec le développement des IUT et des Instituts publics et privés de formation professionnelle alors qu'en parallèle, le Ministère de l'Education augmente régulièrement le nombre de

premiers inscrits à l'université⁶. Par ailleurs, plusieurs récentes études débouchent effectivement sur un même constat : de plus en plus de jeunes diplômés – spécialement ceux ayant une forte qualification – déclarent vouloir émigrer, estimant que les opportunités de travail à l'étranger sont sans comparaison avec celles en Grèce (Labrianidis & Vogiatzis, 2013(a); Labrianidis & Vogiatzis, 2013(b); Labrianidis & Pratsinakis, 2016; Duquenne & Metaxas, 2018).

Tableau 7. Nombre de jeunes chômeurs par sexe et groupe d'âge (2010-2015)

Année	15-19 ans		20-24 ans		15-24 ans		
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Total
2010	9,2	7,9	42,8	56,9	52,0	64,8	116,7
2011	12,3	11,9	58,1	67,6	70,3	79,5	149,9
2012	14,9	15,7	70,0	81,4	84,9	97,1	181,9
2013	16,2	15,3	77,3	74,8	93,5	90,1	183,6
2014	10,8	12,1	66,2	71,3	77,0	83,4	160,4
2015	7,3	9,4	59,6	62,9	66,9	72,3	139,2

Source : Enquête Forces de Travail, ELSTAT

Le chômage des moins de 25 ans touche avant tout les femmes. En effet, si le rapport de féminité pour les chômeurs est, sur l'ensemble de la période étudiée, légèrement supérieur à 100, il faut tenir compte que ce même rapport pour les actifs (employés ou non) est quant à lui inférieur à 90 (Tableau 8). Bien que les femmes soient moins nombreuses sur le marché du travail, elles restent majoritaires en matière de chômage. Cela est spécialement vrai pour les 20-24 ans mais beaucoup plus aléatoire pour les 15-19 ans.

Tableau 8. Rapport de féminité des jeunes actifs et des chômeurs (2010-2015)

Années	Actifs (employés ou non)			Chômeurs		
	15-19 ans	20-24 ans	19-24 ans	15-19 ans	20-24 ans	19-24 ans
2010	67,4	84,0	81,5	125,3	141,7	138,8
2011	66,8	85,5	83,0	86,6	132,9	124,7
2012	69,3	87,8	85,2	97,3	116,4	113,0
2013	74,8	90,3	87,9	105,2	116,4	114,4
2014	77,1	81,9	81,2	94,7	96,8	96,4
2015	90,6	87,8	88,1	111,5	107,7	108,2

Source : Enquête Forces de Travail, ELSTAT

⁶ L'entrée à l'université tout comme en IUT en Grèce se fait par concours national et le nombre de places disponibles par université et par formation est, chaque année, limité par décret ministériel. Or ce nombre est ces dernières années en constante hausse.

Néanmoins, à l'exception des 15-19 ans, l'écart observé quant aux effectifs entre les sexes diminue tout au long de la période, spécialement à partir de 2013 (Tableau 9). Le renversement de tendance à cette date en matière d'évolution du chômage, semblerait donc profiter en premier lieu aux femmes, même si elles continuent d'être plus nombreuses.

Tableau 9 : Répartition (%) des jeunes chômeurs par sexe et groupe d'âge (2010-2015)

An- nées	15-19 ans			20-24 ans			Total			Ecart [F-H]		
	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	15- 19	20- 24	Total
2010	8	7	15	37	49	85	44	56	100	-1,0	12,1	11,0
2011	8	8	16	39	45	84	47	53	100	-0,2	6,3	6,1
2012	8	9	17	38	45	83	47	53	100	0,4	6,3	6,7
2013	9	8	17	42	41	83	51	49	100	-0,5	-1,4	-1,8
2014	7	8	14	41	44	86	48	52	100	0,8	3,2	3,9
2015	5	7	12	43	45	88	48	52	100	1,6	2,3	3,9

Source : *Enquête Forces de Travail, ELSTAT*

L'examen du taux annuel de variation du nombre de jeunes chômeurs (hommes et femmes) confirme l'ensemble des tendances mises en évidence ci-dessus : ce nombre augmente fortement jusqu'en 2012 (spécialement pour les hommes) alors qu'en 2013, le retournement de tendance se traduit par un ralentissement de la hausse du chômage pour les hommes et même pour la première fois, une baisse chez les femmes (Tableau 10). La réduction des effectifs est très nette chez les jeunes de 15 à 19 ans et sans comparaison avec celle des 20-24 ans, ce qui ne fait que confirmer que plus la crise se poursuit et d'autant plus faible est leur participation au marché du travail.

Tableau 10. Taux de variation du nombre de jeunes chômeurs par sexe et groupe d'âge (2010-2015)

Année	15-19		20-24		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
2010	27,4	-12,2	30,7	22,5	30,1	16,8
2011	33,5	50,5	35,8	18,9	35,4	22,8
2012	21,6	31,7	20,4	20,4	20,7	22,1
2013	8,4	-2,7	10,5	-8,0	10,2	-7,2
2014	-33,0	-20,9	-14,4	-4,7	-17,6	-7,5
2015	-32,1	-19,7	-3,9	-10,1	-7,9	-11,5

Source : *Enquête Forces de Travail, ELSTAT*

5. La durée du chômage

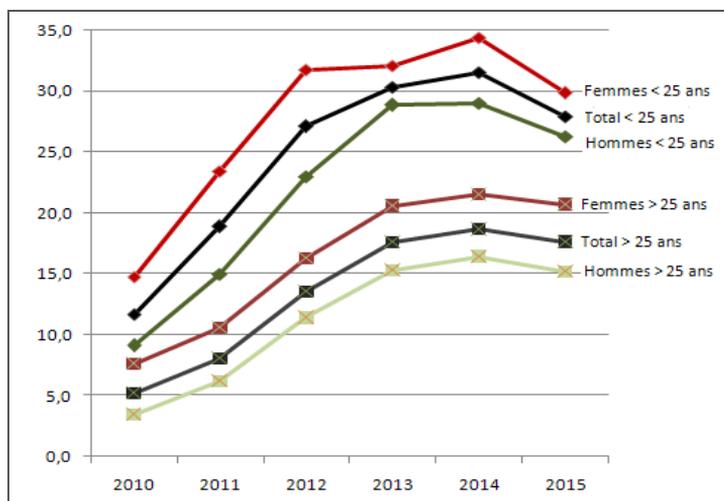
« L'augmentation importante et durable du taux de chômage est généralement associée à une forte hausse du chômage de longue durée, même si cette hausse se produit avec un certain décalage dans le temps » (OCDE, 2011). Au cours de la crise, l'augmentation considérable du nombre de chômeurs de longue durée figure parmi les caractéristiques les plus cruciales du chômage. En effet, entre 2010 et 2015, le taux de chômage de longue durée a triplé, passant de 5,7% à 18,2% et les jeunes adultes demeurent invariablement plus touchés que leurs aînés et ceci, indépendamment du sexe (Tableau 11). Si les jeunes actifs se heurtent effectivement à la difficulté d'entrer ou de revenir sur le marché du travail en période de crise (spécialement ceux qui avant la crise, avaient bénéficié des nombreuses opportunités d'emploi par stages), l'aggravation du taux de chômage de longue durée est néanmoins beaucoup plus forte pour les plus de 25 ans, leur taux a été multiplié par 3,4 entre 2010 et 2015 contre 2,4 pour les moins de 25 ans.

Tableau 11. Taux de chômage de longue durée (2010-2015)

Année	TOTAL			HOMMES			FEMMES		
	Total	<25 ans	>25 ans	Total	<25 ans	>25 ans	Total	<25 ans	>25 ans
2010	5,7	11,7	5,2	3,8	9,1	3,5	8,1	14,7	7,6
2011	8,8	18,9	8,1	6,8	15,0	6,2	11,5	23,5	10,6
2012	14,4	27,1	13,5	12,2	23,0	11,4	17,4	31,7	16,3
2013	18,4	30,3	17,6	16,2	28,8	15,3	21,4	32,1	20,6
2014	19,5	31,5	18,7	17,2	29,0	16,4	22,4	34,4	21,5
2015	18,2	27,9	17,6	15,8	26,3	15,2	21,3	29,8	20,7

Source : Enquête Forces de Travail, ELSTAT

Quel que soit l'âge, la difficulté de retrouver un emploi, après une longue période de chômage, est sans conteste plus forte pour les femmes, spécialement pour les plus jeunes d'entre elles. Au fil du temps, l'écart entre les deux sexes tend à diminuer pour les moins de 25 ans contrairement aux plus âgés pour lesquels on enregistre une légère augmentation (Graphique 3).

Graphique 3. Taux de chômage de longue durée

Source : *Enquête Forces de Travail, ELSTAT*

L'évolution des écarts hommes-femmes s'explique en grande partie par des différences au niveau des secteurs d'emploi. Ce sont en effet les secteurs fortement masculinisés comme la construction et l'industrie qui souffrent le plus profondément et durablement de la crise, alimentant ainsi le chômage de longue durée pour les hommes, même si les secteurs traditionnellement plus féminisés, tels le commerce, l'hébergement et la restauration ont également été affectés. Ces branches d'activité sont au moins en partie liées au tourisme ; celui-ci a bénéficié d'une situation géopolitique – spécialement en Méditerranée - qui a permis au pays d'avoir une activité touristique en très forte hausse lors des trois dernières années. S'agissant d'une activité très saisonnière, il est clair que le tourisme, l'un des principaux piliers du tissu économique grec, contribue à freiner le chômage de longue durée. Par ailleurs, du fait de l'intensité et de la durée de la crise, de plus en plus de femmes cherchent à entrer sur le marché du travail afin d'accroître le revenu familial qui a fortement diminué tant en termes de baisse des salaires que de hausse de la fiscalité. De fait, le taux de participation des femmes de 25 ans et plus a légèrement augmenté durant la crise (d'environ un point) alors que celui des hommes a perdu près de 4 points. C'est donc un ensemble de circonstances assez complexes qui permettent d'expliquer l'évolution des écarts au niveau du chômage de longue durée.

Contrairement au taux de chômage, la part des chômeurs de longue durée n'a cessé d'augmenter depuis 2010, atteignant son point culminant en 2015 : près de 3 chômeurs sur 4 sont sans travail depuis au moins un an (Tableau 12). La durabilité du chômage est logiquement moins prononcée chez les jeunes de moins de 25 ans du fait même qu'ils tendent à entrer de plus en plus tardivement sur le marché du travail, ce qui diminue la probabilité de rester au chômage plus d'un an. Ainsi, en 2015 la probabilité pour un jeune d'être au chômage durant une période d'au moins un an est 1,3 fois plus forte qu'en 2010, tandis que pour les plus âgés cette probabilité a triplé.

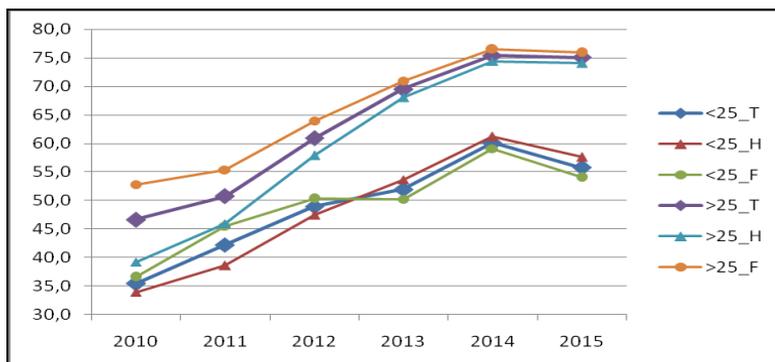
Tableau 12. Part des chômeurs de longue durée (2010-2015)

	TOTAL			< 25 ANS			≥ 25 ANS		
	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes
2010	44,6	38,3	49,8	35,4	34,0	36,6	46,7	39,3	52,8
2011	49,3	44,7	53,7	42,3	38,6	45,5	50,8	45,9	55,4
2012	59,1	56,4	61,7	49,0	47,5	50,3	60,9	57,9	63,9
2013	67,1	66,0	68,2	52,0	53,6	50,3	69,5	68,1	71,0
2014	73,5	72,8	74,2	60,1	61,2	59,1	75,4	74,4	76,5
2015	72,8	72,1	73,3	55,8	57,6	54,1	75,0	74,1	75,9
Odd-ratios									
2010	0,81	0,62	0,99	0,55	0,52	0,58	0,87	0,65	1,12
2011	0,97	0,81	1,16	0,73	0,63	0,83	1,03	0,85	1,24
2012	1,44	1,29	1,61	0,96	0,90	1,01	1,56	1,38	1,77
2013	2,04	1,94	2,14	1,08	1,16	1,01	2,28	2,13	2,45
2014	2,78	2,68	2,88	1,51	1,58	1,45	3,07	2,91	3,25
2015	2,67	2,59	2,75	1,26	1,36	1,18	3,00	2,86	3,15

Source : Enquête Forces de Travail, ELSTAT

Si la part des chômeuses de longue durée reste systématiquement supérieure à celle des hommes, les écarts se sont amplement réduits et l'on observe même en 2013, un renversement de situation chez les jeunes chômeurs de moins de 25 ans : l'indice de longue durée pour cette tranche d'âge étant désormais inférieure au même indice pour les hommes. On peut ici suggérer que les emplois saisonniers, générés en partie par le tourisme, seraient accaparés plus facilement par les femmes.

Graphique 4. Indice de chômage de longue durée



Source : Enquête Forces de Travail, ELSTAT

a) Les primo-demandeurs d'emploi

Si l'évolution du chômage est indiscutablement un phénomène cyclique lié à l'activité économique et au disfonctionnement de l'offre et de la demande, elle est également influencée par le rythme plus ou moins intense des « nouvelles entrées » sur le marché du travail. Parce que bien souvent sans expérience professionnelle (jeunes diplômés) et/ou sans compétence (femmes entrant tardivement sur le marché du travail), l'évolution de cette catégorie spécifique de chômeurs influence directement les statistiques du chômage.

Durant la période étudiée, le nombre de primo-demandeurs a presque doublé, cette hausse étant nettement plus marquée chez les hommes (104% contre 70% pour les femmes) alors qu'elle concerne essentiellement les plus de 25 ans. L'accroissement plus limité des nouveaux chômeurs de moins de 25 ans vient une fois de plus confirmer l'entrée de plus en plus tardive des jeunes sur le marché du travail, spécialement lors des 3 dernières années. La part des primo-demandeurs reste relativement stable autour de 23,5% même si elle augmenta légèrement jusqu'en 2012 pour dès lors décroître. Les tendances observées au niveau des « nouveaux » chômeurs suivent donc assez fidèlement celles du chômage total, spécialement pour ce qui est des moins de 25 ans. On notera cependant qu'en fin de période (après 2013), la tendance à la baisse du nombre de jeunes femmes primo-demandeurs est plus forte que celle relative au nombre total de chômeuses.

Quant à la structure par âge des primo-demandeurs, les moins de 25 ans sont logiquement moins nombreux que les plus de 25 ans (Tableau 13) mais ils représentent une part non négligeable qui néanmoins diminue continuellement jusqu'à nos jours, et ce, de façon plus intense chez les hommes.

Tableau 13. Répartition par tranche d'âge et sexe des primo-chômeurs (2010-2015)

	Distribution par tranche d'âge %						Distribution par sexe %			
	TOTAL		HOMMES		FEMMES		HOMMES		FEMMES	
	<25 ans	>25 ans	<25 ans	>25 ans	<25 ans	>25 ans	<25 ans	>25 ans	<25 ans	>25 ans
2010	44,9	55,1	54,2	45,8	39,7	60,3	43,4	29,9	56,6	70,1
2011	44,5	55,5	49,8	50,2	41,1	58,9	43,7	35,4	56,3	64,6
2012	43,4	56,6	49,4	50,6	39,5	60,5	44,6	35,0	55,4	65,0
2013	42,0	58,0	50,4	49,6	36,3	63,7	48,6	34,7	51,4	65,3
2014	38,7	61,3	43,6	56,4	35,3	64,7	46,7	38,1	53,3	61,9
2015	36,4	63,6	42,9	57,1	31,9	68,1	47,6	36,1	52,4	63,9

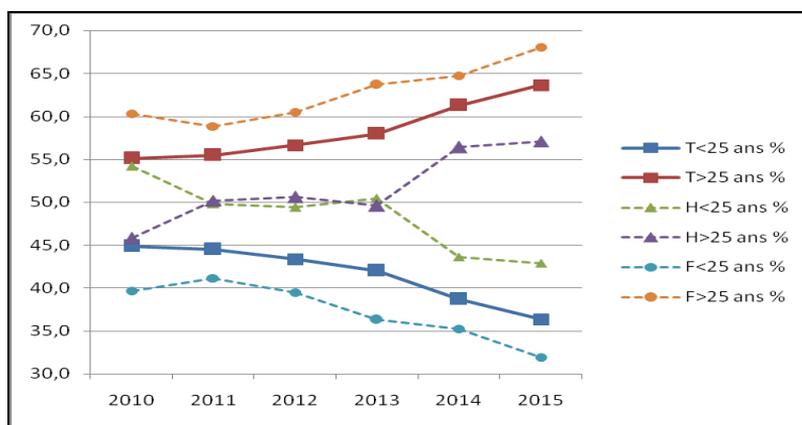
Source : Enquête Forces de Travail, ELSTAT

Quel que soit la tranche d'âge examinée, les femmes constituent la majorité des primo-demandeurs mais l'écart entre les sexes est autrement plus important pour les femmes de 25 ans et plus (Tableau 13), ce qui s'explique par le fait que de nos jours encore,

nombre de femmes ne rentre sur le marché du travail qu'une fois les enfants ayant acquis une relative indépendance.

On assiste néanmoins à une réduction des écarts dans la proportion des hommes et des femmes constituant les primo-chômeurs. Pour les moins de 25 ans dont l'écart était initialement plus faible comparativement aux plus âgés, la structure par sexe des primo-demandeurs tend même en fin de période à s'équilibrer.

Graphique 5. Distribution par tranche d'âge et sexe des « nouveaux entrants »



Source : Enquête Forces de Travail, ELSTAT

b) Au problème du chômage s'ajoute la question du sous-emploi

La crise actuelle a renforcé les mutations négatives concernant le disfonctionnement du marché du travail ainsi que l'inadéquation de l'offre et de la demande, disfonctionnement qui existait avant que n'apparaissent les premiers symptômes de la crise, expliquant les relativement faibles taux d'emploi et de participation au marché du travail, avant même la crise (Bakas & Papapetrou, 2012). La précarité des conditions de travail s'est renforcée et figure parmi les plus graves conséquences de cette crise.

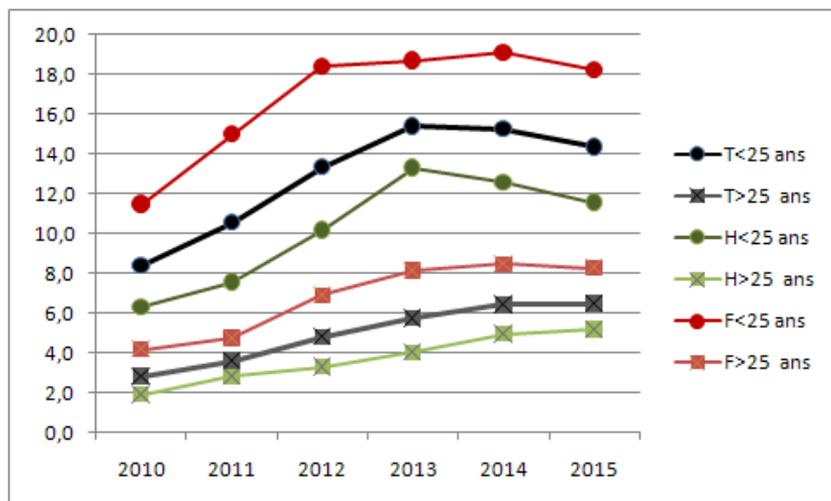
Tableau 14. Taux de sous-emploi par tranche d'âge et sexe

Année	TOTAL		HOMMES		FEMMES	
	<25 ans	>25 ans	<25 ans	>25 ans	<25 ans	>25 ans
2010	8,4	2,8	6,3	1,9	11,5	4,2
2011	10,6	3,6	7,6	2,8	15,0	4,8
2012	13,3	4,8	10,2	3,3	18,4	6,9
2013	15,4	5,7	13,3	4,0	18,7	8,1
2014	15,3	6,4	12,6	4,9	19,1	8,5
2015	14,3	6,5	11,6	5,2	18,2	8,3

Source : Enquête Forces de Travail, ELSTAT

La précarité engendrée par le sous-emploi touche de façon plus intense les femmes, spécialement les plus jeunes. Le sous-emploi est en forte hausse jusqu'en 2013, spécialement pour les hommes de moins de 25 ans (Graphique 6). Entre 2010 et 2013, le taux de sous-emploi a quasiment doublé et cette hausse est plus forte chez les hommes, jeunes et moins jeunes. En fin de période, le taux de sous-emploi tend à se stabiliser (Tableau 14) voir même à diminuer pour les moins de 25 ans. Ainsi, l'année 2013 apparaît une fois de plus comme une année charnière pour le marché du travail.

Graphique 6. Taux de sous-emploi par tranche d'âge et sexe



Source : Enquête Forces de Travail, ELSTAT

Si le pays à la fin de 2015 n'est certes pas sorti de la crise socio-économique, les effets tendent à s'estomper quelque peu, ce qui semble relativement logique dans la mesure où les mesures d'austérité les plus drastiques (baisse des salaires, mesures fiscales etc) ont été largement prises entre 2011 et 2013.

6. Conclusions

Il est généralement admis que le chômage affecte en priorité certaines catégories de la population active, plus particulièrement les jeunes et les femmes alors que les actifs moins formés et peu qualifiés seraient comparativement les premiers touchés par le chômage et donc les plus défavorisés.

La crise économique sans précédent que connaît le pays depuis plus de six ans a effectivement fait exploser le chômage, faisant de la Grèce, le pays de l'UE présentant

les taux les plus élevés, même si après 2013, un léger retournement de tendance a pu être constaté. La crise n'a fait qu'amplifier les disfonctionnements structurels du marché du travail et spécialement l'inadéquation entre l'offre de travail des jeunes de plus en plus qualifiés et une demande ne répondant que partiellement à cette offre. Cela explique en partie la baisse générale du taux d'emploi enregistrée durant la période 2001-2011, baisse qui fut autrement plus intense chez les jeunes de 15 à 24 ans, leur taux d'emploi ayant diminué de 40%. A l'aube de la crise, le taux de chômage des jeunes atteint déjà des niveaux très élevés près de 46% contre 29% en 2001 et leur risque de chômage est plus élevé que celui de leurs aînés (2011 : 16,4%), risque qui s'est également accru.

Durant les années de crise, la hausse du taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans a de plus été aggravée par le fait que le nombre d'actifs a dans son ensemble diminué (-41%) et ce, de façon plus intense que celle concernant le nombre de chômeurs du même âge. Par ailleurs, on a pu observer une tendance croissante des jeunes femmes à vouloir entrer sur le marché du travail, ce qui reflète une évolution sociétale importante dans le pays face aux générations précédentes pour qui la vie professionnelle passait après la vie familiale.

La crise du chômage est une crise nationale, les disparités spatiales sur le marché du travail sont non seulement limitées mais elles ont même diminué. Ce sont les deux plus grandes zones urbaines du pays qui sont le plus fortement touchées par le chômage alors qu'elles enregistrent en même temps, une importante réduction de la taille de leur population active. Les régions à fort caractère rural semblent mieux résister. La plus forte résilience concerne finalement les régions insulaires qui enregistrent pour les moins de 25 ans, les taux de chômage les plus faibles, très nettement inférieurs à la moyenne nationale ($LQ < 1$). Cette résilience s'explique en grande partie par la dynamique du secteur touristique qui a bénéficié des effets des conflits dans le bassin méditerranéen, spécialement dans certains pays traditionnellement en concurrence directe avec la Grèce dans ce domaine. Pour certaines îles, le maintien des activités agricoles a renforcé cette capacité de résilience. Au niveau régional, le chômage des jeunes est directement corrélé à l'ampleur de la crise : les jeunes chômeurs sont plus touchés dans les régions où le taux de chômage total atteint les niveaux les plus élevés tandis que leurs difficultés à trouver un emploi sont moindres dans les régions bénéficiant d'un plus faible taux.

Dans un tel contexte, il n'est alors pas surprenant que les jeunes en Grèce aient été les plus touchés et ce, d'une façon plus permanente et plus intense que le reste de la population active. Le risque actuel pour les jeunes d'être exclus du marché du travail est non seulement particulièrement élevé mais il renvoie à une situation difficilement réversible. Tant que l'on n'observera pas un véritable renversement de la situation économique et des capacités du pays à créer de la richesse, on ne peut objectivement espérer une réelle amélioration sur le marché du travail et une véritable et durable

baisse (et non un artefact statistique) du taux de chômage en particulier des plus jeunes. Certes, on peut s'attendre à ce que la tendance actuelle au ralentissement du taux de chômage des jeunes se poursuive mais ce, non pas tant grâce à la création de nouveaux postes d'emploi mais plus, par une baisse du nombre de personnes ayant le statut de chômeurs et ce, pour de multiples raisons.

En effet, l'examen attentif des données provenant des deux derniers recensements et surtout de l'Enquête sur les Forces de Travail (EFT) a mis en exergue une entrée de plus en plus tardive des jeunes sur le marché du travail, due à la poursuite des études supérieures (le pourcentage de jeunes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation a nettement chuté) mais également à la difficulté croissante pour les jeunes diplômés à obtenir un premier emploi (Dalla et al., 2013). Nombre d'entre eux peuvent même être considérés comme surdiplômés, ce qui les incite à vouloir quitter le pays. Il y a en effet, une fuite de capital humain qui touche en particulier certaines qualifications tels les médecins, les ingénieurs et plus généralement les scientifiques (Christopoulos et al. 2014 ; Ifanti et al., 2014 ; Trachana, 2013).

On peut également considérer que face aux difficultés croissantes à entrer sur le marché du travail et à se faire enregistrer comme primo-demandeurs, cela génère chez les jeunes un certain découragement à entreprendre les démarches. Cela ne peut que contribuer à accroître l'artefact statistique du taux de chômage.

Par-delà les chiffres sur le chômage, certains aspects de l'évolution du chômage montrent la véritable ampleur du problème. D'une part le taux de chômage de longue durée a triplé, passant de 5,7% à 18,2% entre 2010 et 2015, les jeunes demeurant invariablement les plus touchés. Quant à la part des chômeurs de longue durée, elle n'a cessé d'augmenter jusqu'en 2015, contrairement au taux de chômage. Par ailleurs, la difficulté de retrouver un emploi, après une longue période de chômage, est sans conteste plus forte pour les femmes, et encore plus, pour les plus jeunes d'entre elles. Les inégalités de genre persistent et même s'accroissent tandis que l'accroissement du chômage de longue durée alimente le risque de pauvreté et d'exclusion sociale. Ce risque renforce le danger d'accroissement du nombre de "jeunes en mal d'insertion" qui était déjà important avant même la crise en Grèce (Scarpetta et al., 2010). D'autre part, le nombre total de primo-demandeurs a presque doublé, certes dans des proportions moindres pour les plus jeunes du fait de leur entrée de plus en plus tardive sur le marché du travail. Cette augmentation du nombre de primo-demandeurs montre bien l'incapacité actuelle des entreprises à créer de nouveaux postes d'emploi. La tertiarisation de l'économie grecque et le développement des services liés au tourisme sans pouvoir assurer une modernisation du tissu industriel – traditionnellement peu développé – semble avoir alimenté aussi bien la hausse du chômage pour les actifs moins qualifiés qu'un exode des cerveaux. Le manque de données très fiables ne permet pas en l'état des choses d'approfondir cette question, ce qui constitue sans nul doute, une limite pour le présent travail.

La hausse du chômage et son maintien à des taux très élevés, l'accroissement continu du chômage de longue durée de même que le sous-emploi qui touche plus fortement les jeunes, expliquent que la précarité touche de plus en plus de ménages grecs, alimentant ainsi les inégalités sociales.

Bibliography

ANASTASIADOU S., (2016) "Economic Crisis in Greece and the Consequential "Brain Drain", in KARASAVOGLU A., et al, *The First Decade of Living with the Global Crisis*. Series Contributions to Economics, Springer 2016 113-120.

BAKAS D., PAPAPETROU E., (2012) "Unemployment in Greece: evidence from Greek regions", *Bank of Greece Working Papers*, 146, June 2012.

BANERJI A., SAKSONOV S., LIN H., BLAVY R. (2014) "Youth Unemployment in Advanced Economies in Europe: Searching for Solutions", *IMF Staff Discussion Note*, SDN 14/11.

CHOLEZAS I., (2013) *Youth Guarantee in Times of Austerity: The Greek Case*. November 2013, Friedrich-Ebert- Stiftung International Policy Analysis.

CHRISTOPOULOS A.G., KALANTONIS P., STAVROULAKIS D., KATSIKIDES S., (2014) "The Migration of Greek Scientists Abroad and the Phenomenon of Brain-Drain in the Current Crisis", *International Journal of Business, Humanities and Technology*, 4(2): March 2014, 106-114.

DALLA E., CHATZOUDIS D., KARASAVOGLU A., (2013) "The 'Brain Drain' Phenomenon: Measuring the Intention of Young Greek Scientists to Migrate Abroad", in KALAMPOUKA K., NASTASE C., *Recent Researches In Law, Science And Finances*, WSEAS Press, 278-283.

DIETRICH H., (2012) Youth Unemployment in Europe. Theoretical Considerations and Empirical Findings. July 2012, Friedrich-Ebert-Stiftung International Policy Analysis, ISBN 978-3-86498-212-5.

DUQUENNE M.-N., METAXAS TH., (2018) "Causes et tendances de la fuite de jeunes cerveaux pendant la crise en Grèce", In GOLAZ V., LEFEVRE C., VERON J. (eds), *La crise dix ans après : Quels effets sur la conjoncture démographique des pays d'Europe du Sud?* Paris : Ined, Documents de Travail, No 239: 55-62.

ELSTAT, (2014) Recensement de Population et des Habitations 2011, Press Release, 12 septembre 2014. (en grec)

FILINIS K., (2015) « Est-ce que c'est vrai que le chômage des jeunes constitue le problème le plus grave du marché de travail en Grèce ? », Crisis Observatory-ELIAMEP, Juin 2015 : 7 (en grec).

IFANTI A., ARGYRIOU A., KALOFONOU H., KALOFONOS H.P., (2014) "Physicians' brain drain in Greece: A perspective on the reasons why and how to address it", *Health Policy* 117(2): 210–215, doi: 10.1016/j.healthpol.2014.03.014.

INE-GSEE, (2014) "L'économie grecque et l'emploi. Rapport Annuel 2014", Août 2014 : 16. (en grec)

INE-GSEE, (2015) "L'économie grecque et l'emploi. Rapport Annuel 2015", Août 2015 : 17. (en grec)

KAKLAMANI S., DUQUENNE M.N. 2015. « Le vieillissement de la population dans l'espace rural grec : Une situation hétérogène avec des effets positifs et négatifs ». *AEICHOROS*, 20 : 66-95. (En grec)

KAPITSINIS, N. (2014). Firm Relocation in the Context of the Current Crisis: Patterns, Incentives and Factors. Evidence from Greece and Bulgaria. *Sustainable Recovery? Rebalancing, Growth, and the Space Economy*. Seaford, UK: Regional Studies Association, 97-100.

KRAATZ S., (2015) *Youth unemployment in Greece: Situation before the government change*. Policy Department A: Economy and Scientific Policy, European Parliament PE 542.220.

- IOANNIDOU A. (2014), *La situation des jeunes dans le marché du travail grec. Qu'est-ce qu'il va se passer s'il n'y a rien qui se passe*. Novembre 2014, Friedrich-Ebert-Stiftung International Policy Analysis. (en grec).
- LABRIANIDIS L., VOGIATZIS N., (2013a) "Highly Skilled Migration: What Differentiates the 'Brains' Who Are Drained from Those Who Return in the Case of Greece?", *Population, Space and Place*, 19, 472–486 (2013).
- LABRIANIDIS L., VOGIATZIS N., (2013b) "The mutually reinforcing relation between international migration of highly educated labour force and economic crisis: the case of Greece", *Southeast European and Black Sea Studies* 2013. DOI: 10.1080/14683857.2013.859814.
- LABRIANIDIS L., PRATSINAKIS M., (2016) "Greece's new Emigration at times of Crisis", *GreeSE Paper No.99*, Hellenic Observatory Papers on Greece and Southeast Europe, LSE.
- LÊ J., LE MINEZ S., REY M., (2014) « Chômage de longue durée : la crise a frappé plus durement ceux qui étaient déjà les plus exposés », in *France, portrait social - édition 2014*, INSEE, 41-54.
- MALKOUTZIS N., (2011) *Young Greeks, and the Crisis. The Danger of Losing a Generation*. September 2011, Friedrich-Ebert-Stiftung International Policy Analysis.
- OCDE, (2011) *Perspectives de l'emploi*, 2011.
- SCARPETTA S., SONNET A., MANFREDI T., (2010) « Montée du chômage des jeunes dans la crise : comment éviter un impact négatif à long terme sur toute une génération ? ». *Documents de Travail de l'OCDE : Questions Sociales, Emploi et Migrations*, No 106, DELSA/ELSA/WD/SEM.
- THEODOROPOULOS D. KYRIDIS A., ZAGKOS C., KONSTANTINIDOU Z., (2014) ""Brain Drain" Phenomenon in Greece: Young Greek scientists on their Way to Immigration, in an era of "crisis". Attitudes, Opinions and Beliefs towards the Prospect of Migration". *Journal of Education and Human Development*, 2014,3(4): 229-248.
- TRACHANA V. (2013) Austerity-led brain drain is killing Greek science. *Nature*. 496:271.
- TUBADJI A., (2012) *Youth Unemployment in Greece. Economic and Political Perspectives*, Friedrich-Ebert-Stiftung International Policy Analysis, Study. <https://library.fes.de/pdf-files/id/09475.pdf>.
- XASSID, I. (2000). De l'école au marché du travail : trajectoires alternatives, problèmes et dilemmes en matière de politique d'éducation. Athènes : Centre de Recherche sur l'Éducation, Congrès National : Recherches sur l'éducation en Grèce, 21-23 septembre 2000.